LETTRE N° 14
mars / avril / juin 2002

mouvement pour l'économie solidaire

SOMMAIRE

Échos des régions
"Territoires en action" — 2/3

Échos des réseaux — 4/5
De l'Inter-Reseaux Économie Solidaire
à un Mouvement pour l'économie solidaire — 6/7

Coup de projecteur
Économie solidaire développement durable — 8/9

Initiative d'un réseau
L'accès à la terre en France ? — 10/11

Initiative d'un réseau
Ensemble pour plus de sens — 12/13

Portraits d'acteurs internationaux
LA KORA Solidarité Emploi
rencontre le Réseau rural de Peuple et Culture — 14
L'Atelier Permanent sur la micro entreprise
et le développement — 15

Deux points de vue :
Tokia Saïfa et Jacques Archimbaud
Économie solidaire et développement durable — 16

ORGANISATION MEMBRES :

ADEL (Agence pour le Développement de l'Économie Locale), **ADSP** (Agence pour le Développement des Services de Proximité), **APÉAS** (Assemblée Provençale pour l'Économie Alternative et Solidaire), **APES Nord-Pas-de-Calais** (Assemblée Permanente de l'Economie Solidaire), **ARDES Basse-Normandie** (Association Régionale pour le Développement de l'Economie Solidaire), **ARDES Picardie** (Association Régionale pour le Développement de l'Economie Solidaire), **Biocop**, **CCSC** (Comité Chrétien de Solidarité avec les Chômeurs), **CIVILITÉS** (Citoyens et Initiatives pour la Vie Locale, l'Insertion sur le Territoire et l'Économie Solidaire), **CLCBE** (Comité de Liaison des Comités de Bassin d'Emploi), **CNLRQ** (Comité National de Liaison des Régies de Quartier), **CRIDA** (Centre de Recherche et d'Information sur la Démocratie et l'Autonomie), **Fédération des CIGALES** (Clubs d'Investisseurs pour une Gestion Alternative et Locale de l'Epargne Solidaire), **MB²**, **MDS** (Mouvement pour un Développement Solidaire), **OPALE / Culture & Proximité, Peuple et Culture, Peuples solidaires, Ré-actives, RCS / La Presqu'île** (Réseau de Citoyenneté Sociale).

Réalisé avec le concours de **La Fondation de France** et la **Délegation Interministérielle à l'Innovation et à l'Économie Sociale.**

www.inter-reseaux-economie-solidaire.org

ÉDITORIAL

Économie solidaire et développement durable

Le développement durable partage avec l'économie solidaire, la préoccupation des investissements sur le long terme, dont les retours attendus ne sont ni financiers, ni attentatoires à la dignité et à la liberté de l'homme comme ceux des marchés financiers. En replaçant l'Homme au centre du système économique, développement durable et économie solidaire remettent en cause la pensée économique dominante et donnent aux acteurs les armes de la transformation sociale, pour autant qu'ils s'organisent collectivement et s'extirpent des consensus factices.

À cet égard, le mouvement d'économie solidaire ne peut que s'étonner qu'un secrétariat d'État consacré au développement durable chasse un autre secrétariat d'État consacré à l'économie solidaire. Ne faudrait-il pas, pour répondre aux besoins sociaux et environnementaux exprimés, une instance regroupant économie solidaire et développement durable ?

"Convictions*", dans son Manifeste pour un développement durable paru voici trois mois, conclut ainsi les dix pas vers le développement durable : pour une société plus solidaire, « *une vie associative ainsi que l'économie solidaire seront soutenues et promues en tant que composantes à part entière du développement personnel de chacun et du progrès collectif pour tous* ».

Nous avons demandé à l'association 4D (Débats et Dossiers pour un Développement Durable) et aux acteurs de l'économie solidaire de dire ce qui, pour eux, participe de cette interaction en s'interrogeant sur les conséquences que nous pourrions en tirer au plan politique, tant sur le plan national qu'international.

Il y a bien sûr ce que veulent et proposent les acteurs et aussi, en écho au plan institutionnel, ce qui se met en place : ainsi au plan national, on pourrait s'interroger sur un grand ministère transversal qui élargirait celui de l'aménagement du territoire et de l'économie. Chez certains de nos voisins européens, n'existe-t-il pas déjà un "vice-premier ministre" en charge des questions globales ou du développement durable ?

Au plan international, à quelques semaines de la conférence de Johannesburg, 10 ans après le sommet de la Terre de Rio, on peut mesurer le chemin qu'il reste à parcourir. Nous avons là interrogé les politiques concernés – hier et aujourd'hui – ; leurs réponses n'incitent pas forcément à l'optimisme à un moment où tout ce qui est au-delà des frontières de l'hexagone semble à nouveau déranger.

Le Mouvement pour l'Economie Solidaire entend pourtant continuer de placer toute perspective de changement sous cet éclairage, convaincus que nous sommes que tout repli sur soi est contraire à l'idée même d'un développement durable.

Et le MES, où en est-il justement lui-même ? Au-delà du congrès de refondation, qui constitue aujourd'hui le MES ? Quelle est l'ambition et quels sont les objectifs de cette association qui préfigure un mouvement que tous nous voulons ancré au cœur de la société française et durable ? Qui en assure aujourd'hui la représentation ? Comment pouvez-vous y participer ?

Les rubriques traditionnelles de notre lettre complètent cette livraison qui est aussi un passage de témoin entre la lettre de l'IRÉS et la future publication – à construire ensemble – du MES.

Alors, à vos stylos, car toutes les suggestions seront les bienvenues.

Le comité de rédaction

* Club de pensée proche de Jean-Baptiste de Foucault.

Un nouveau départ pour l'APÉS

Depuis le 2 mars 2002, l'Assemblée Permanente de l'Économie Solidaire dans le Nord-Pas-de-Calais (APÉS) s'est constituée en association. Forte d'environ 300 membres adhérents l'objectif de cette structuration est :

- D'offrir dans l'ensemble des territoires de la région un appui aux activités et entreprises solidaires.
- Constituer une représentation de l'économie solidaire aux négociations destinées à décliner les conventions d'application du Contrat de plan Etat-Région, des Contrats d'agglomération et des Contrats de Pays.
- Participer à la mise en place d'une structure représentative de l'Économie sociale et de l'Économie solidaire du Nord / Pas-de-Calais qui puisse assurer les liens avec les réseaux nationaux, européens et mondiaux de l'économie solidaire.
- Décliner à partir du contrat de plan État-Région et dans le cadre des prochains programmes européens, un Plan de développement de l'économie solidaire.

Si le chemin est encore long avant la reconnaissance institutionnelle dont ce secteur a largement besoin, cela avance à Lille, puisque l'APÉS a été sollicitée afin de collaborer à l'élaboration d'un plan de développement de l'économie solidaire porté par la Mairie de Lille et plus particulièrement par son adjointe au Maire, Christiane Bouchart.

Contact : apesnpc@wanadoo.fr

Le collectif CPRÉS de Poitou-Charentes entend contribuer à la dynamique du mouvement

Le CPRÉS (Collège Régional de Prospective en Économie Solidaire) de Poitou-Charentes est un espace de rencontre, de partage d'information, de formation mutuelle pour des porteurs de projets d'économie solidaire en Poitou-Charentes. Souplesse dans le fonctionnement, volonté de privilégier les individus et de les aider dans leur prise de parole, souci de ne considérer le collectif que comme la résultante d'un lent processus d'apprentissage et de reconnaissance mutuelle telles sont les composantes essentielles qui structurent cette démarche. Les participants de ce réseau associatif régional sont engagés depuis l'origine dans un processus de coopération et d'apprentissage mutuel, notamment via une approche coopérative de l'utilisation des nouvelles technologies de communication et un fonctionnement en réseau en alternant travail à distance et rencontres de visu. Ils ont aujourd'hui les compétences pour faire partager à d'autres ce qu'ils ont acquis et donner ainsi encore plus d'efficacité à cette dynamique. Ils participent à la mise en œuvre d'un dispositif de formation permanente pour favoriser la nécessaire éclosion de centaines de sites comparables techniquement à l'actuel site www.cpres.net, à savoir gérer dans le même esprit : à la fois indépendants et "syndiqués*", et dédiés à des territoires d'économie solidaire de différentes échelles. Ils ont annoncé qu'ils « *inscrivent cette action comme une contribution essentielle à la montée en charge du grand mouvement de l'économie solidaire qui a été annoncé à Lille le 22 mars 2002* ». Des discussions sont en cours pour organiser une première session résidentielle d'échanges et de transfert de pratiques à destination d'acteurs de mouvements adhérents du MES en septembre prochain.

http://www.cpres.net/quatrevents/

* Syndication : Les sites que le CPRÉS réalise sous SPIP, phpNuke, ou d'autres systèmes, fournissent un fichier dynamique indiquant leurs dernières publications. SPIP peut analyser de tels fichiers et ainsi indiquer les nouveautés d'autres sites : on peut ajouter autant de sites syndiqués que l'on veut ; les sites syndiqués sont associés aux rubriques de son propre site ; ainsi, on peut associer à une rubrique thématique les liens vers des sites traitant du thèmes précis de la rubrique.

Repas campagnard en Basse Normandie

Les produits de l'agriculture intensive, et autres nourritures industrielles, sont proposés au supermarché à des prix abordables. Si vous faites la fine bouche, il vaut mieux avoir les moyens adaptés à vos goûts. Quand la mauvaise qualité devient franchement nocive, nombreux sont ceux qui réagissent pour sortir d'un processus qui empoisonne les paysans et les consommateurs.

Quelques réseaux de distribution directe se sont mis en place, qui sont aujourd'hui de l'ordre du témoignage. La production bio-durable reste limitée, mais la demande croît, et dans ces conditions les prix ne peuvent baisser.

En Basse-Normandie, un projet appelé “Ville Campagne” présenté par l'ARDES et l'ANFIPAR, retenu au titre de “Dynamiques Solidaires”, regroupe des agriculteurs et des associations locales (environnement - santé - consommateurs). L'objectif à terme, mais il y a beaucoup de travail à faire, est de permettre aux personnes qui ont des revenus modestes de pouvoir consommer des produits bio ou durables, en mettant en place des circuits de distribution plus adaptés à des logiques d'échanges directs producteurs/consommateurs qu'à la seule logique anonyme du marché.

Des journées de sensibilisation sont organisées dans différents quartiers populaires de Caen et de sa banlieue. La première rencontre regroupant 100 personnes a eu lieu le 12 Mai à Hérouville-Saint-Clair. Ni banquet républicain, ni kermesse, le repas campagnard constitue si l'on peut dire, le plat de résistance de la rencontre. Pour certains le changement de goût ne va pas de soi, le cidre pas assez sucré, la viande et le pain trop fermes, il faudra s'habituer.

Deux autres temps forts ponctuent ces journées de sensibilisation : la présentation d'une vidéo de 15 minutes montrant le travail et la réflexion des producteurs associés au projet (ceux qui sont intéressés par cette vidéo peuvent contacter Michel Bioux à l'ARDES). Des discussions et des débats sont organisés autour des stands des associations et des producteurs.

D'autres projets bas-normands vont dans le même sens, notamment la création d'une SCIC qui permettra la commercialisation des produits de l'agriculture biologique et la fourniture aux cantines scolaires. Un premier pas a été franchi le 30 Mai à Hérouville où 1 900 repas Bio ont été servis aux scolaires, dans le cadre du printemps bio animé par le GRAB.

ARDES - Tél. : 02 31 82 43 91 - www.ardes.org

Association Régionale pour le Développement et la Promotion de l'Économie Solidaire

L'Adepés, association loi 1901, créée en 1997, a pour objet de créer, d'animer, de gérer, toute action de soutien et de promotion de l'économie solidaire, comme moyen de création de lien social et de lutte contre les exclusions. Ses principales activités sont :

- L'organisation de débats publics, forums, tables rondes, etc.
- La diffusion d'un bulletin d'information “Pour une économie Solidaire”.
- L'animation d'ateliers.

Elle cherche à soutenir et à promouvoir l'économie solidaire, à développer l'esprit d'entreprendre et de créer, et à favoriser l'émergence de projets.

C'est pour consolider les partenariats entre acteurs et mettre en commun des services et des ressources qu'une Maison de l'économie solidaire, gérée par l'Adepés, a été inaugurée le 25 juin 2002. La maison offre salle de réunion, service d'information et d'orientation, service de documentation, service presse, reprographie, site Internet… Un nouveau volet va être développé : la gestion d'une pépinière d'entreprises.

Pour des renseignements sur l'inauguration, contactez l'Adepés : 73, chemin Mange-Pommes 31520 Ramonville-Saint-Agne
Tél. : 05 61 73 04 86 - e-mail : adepes@wanadoo.fr

mouvement pour l'économie solidaire

Comité de rédaction : Florence Dighiero, Élisa Chavanne, Charles Bouzols - Civilités
Jean Berger - ARDES - Basse-Normandie
Jacques Dughera - Cigales
Jean-Patrick Abelsohn - ADSP
Jean Gondonneau - Peuple et Culture

Conception graphique : Pierre Henri Fabre - Révision/Imprimerie : COMPÉDIT BEAUREGARD

N'hésitez pas à envoyer vos contributions à :

Civilités : 34/36, rue Bréguet - 75011 Paris - Tél. : 01 48 05 29 29 - Fax : 01 48 05 73 75 - e-mail : civilites@infonie.fr

Si vous souhaitez recevoir régulièrement la lettre de l'Inter-Réseaux Économie Solidaire, durant une année, merci de nous communiquer vos coordonnées et de nous joindre un chèque de 8 € à l'ordre du MES - 4/6, Place de Valois - 75001 Paris pour participer aux frais de port et d'impression.

Le CITI se constitue en association

Le CITI, Centre International pour le Théâtre Itinérant, s'est constitué en association lors d'une assemblée constituante les 15 et 16 avril derniers. 22 compagnies étaient réunies à La Roseraie (Bruxelles), et 24 autres ont voté par procuration. La manifestation, ponctuée de spectacles, a été co-organisée par la FAR Belgique (Fédération des Artistes de Rue).

Cette assemblée, animée par Martine Fordin (compagnie québécoise "Le Cochon Souriant"), s'est déroulée à l'issue d'une période de travail de 5 mois, durant laquelle une quinzaine de compagnies se sont impliquées pour faire une proposition de statuts et rédiger un règlement intérieur. L'objet de l'association figurant dans les statuts adoptés est « *de rassembler, promouvoir, représenter et soutenir les pratiques de spectacle vivant itinérant sur le plan international, national, régional, communal et vicinal* ».

CITI - "La Chaussée" Maillet - 03190 Hérisson.
Tél. : 04 70 06 24 33 - www.citinerant.com

Université d'été sur le développement durable

Après la 2e édition du Forum Social Mondial de Porto Alegre et alors que l'année 2002 voit s'organiser de nombreux événements sur le thème du développement durable, avec comme point culminant le Sommet Mondial de Johannesburg en août prochain, les acteurs de la solidarité internationale et de l'environnement ont voulu s'associer et préparer en un même lieu, au même moment, des rencontres d'information et de formation sur ce thème. Ces journées seront l'occasion pour les militants de s'informer, de débattre et partager afin de créer des synergies pour un développement durable au Nord comme au Sud. **Localisée à Rennes, du 3 au 7 juillet 2002, la "Rencontre des acteurs de la Solidarité Internationale et de l'Environnement… pour le développement durable"** réunira plusieurs réseaux ou collectifs (dont le CRID, le MDS, l'association pour la création de la fondation René Dumont, Demain le monde, Ethique sur l'étiquette, Programme Terre d'avenir, Artisans du monde…). À l'image de ce qui avait été prévu et réalisé lors de la première université d'été du CRID à Chamrousse en juillet 2000, divers modules de formations spécifiques seront proposés le matin aux militants des réseaux organisateurs de l'université d'été. L'après-midi et en soirée, des ateliers transversaux sur le développement durable seront l'occasion de rassembler les différents militants pour qu'ils puissent échanger autour de leur expérience spécifique. Le Mouvement pour l'Economie Solidaire (MES) proposera d'ailleurs à cette occasion un atelier de formation sur le thème des indicateurs de richesse.

La rencontre se terminera par une évaluation dans les modules et une séance de clôture avec l'ensemble des participants, pour la définition des objectifs de "l'après-Sommet de Johannesburg".

Pour toute information :
CRID - 14, passage Dubail - 75010 Paris
Tél. : 01 44 72 07 71 - universite@crid.asso.fr

L'APRESS se constitue en SCIC

L'APRESS, Association (et bientôt Agence) pour la PRomotion de l'Économie Sociale et Solidaire, née en octobre 2000 à l'initiative du *Monde Diplomatique*, de *Politis* et des *Pénélopes*, regroupe une quarantaine d'acteurs du secteur. Depuis sa création, la structure était destinée à se constituer en SCIC (Société Coopérative d'Intérêt Collectif) afin de mieux s'inscrire dans une démarche économique à finalité sociale. Le processus est désormais lancé après l'assemblée générale extraordinaire du lundi 29 avril 2002 ; la transformation devrait être actée lors du prochain conseil d'administration.

APRESS - 6, rue Pinel - 75013 Paris
Tél. : 01 45 85 18 70 - www.mediasol.org

Le projet coopératif Ouvaton en "AG", un an déjà…

Les Assemblées Générales de l'association et de la coopérative Ouvaton se sont tenues le samedi 27 avril dans les locaux de Mains-d'Œuvre à Saint-Ouen. Il y a un an, après 8 mois de préparation, la coopérative de consommateurs Ouvaton a été créée avec 139 coopérateurs, dont 80 environ étaient présents lors de l'assemblée générale constitutive d'avril 2001. Aujourd'hui la coopérative rassemble 600 personnes. Les objectifs de l'association et de la coopérative se situent dans une

logique de développement de l'économie sociale et solidaire en ligne et de l'appropriation sociale des TIC. En mettant en avant le concept ancien de coopérative de consommateurs, en montrant sa parfaite adaptation à la problématique de l'hébergement web, Ouvaton participe à la promotion du statut coopératif et prouve que l'idée de s'associer entre consommateurs (et/ou producteurs) peut trouver avec internet matière à rebondir. Après l'aide au montage de la coopérative Ouvaton, l'association engage un programme ambitieux dans les domaines de la formation et de la mise à disposition publique d'outils pour faciliter le travail en commun. Un accord avec la Fédération des Centres Sociaux a été récemment conclu pour proposer une solution complète de services internet aux Centres Sociaux. Certains membres du Mouvement pour une Économie Solidaire participent de cette dynamique et des accords nationaux sont envisageables.

Pour contacter, soutenir et rejoindre cette initiative : http://www.ouvaton.coop/

Enfance, familles, société …

Dans le cadre des journées thématiques nationales organisées par son Centre National de Ressources et d'Echanges pour les Services Solidaires, l'Agence pour le Développement des Services de proximité (ADSP) a organisé le 23 mai dernier une journée thématique d'information et d'échanges entre professionnels, institutions, et représentants politiques sur la place et le rôle de l'enfant dans notre société. L'accueil de l'enfant renvoie à un choix politique, culturel et philosophique. L'ADSP jugeait opportun d'échanger tant sur les évolutions des politiques publiques constatées récemment, que sur les réponses formulées (mises en œuvre ou accompagnées) par les institutions qui ne sont encore que partiellement satisfaisantes par rapport à l'expression des besoins réels de la société. Une trentaine de participants et participantes d'horizons très divers ont pu échanger à partir tant de leurs pratiques professionnelles et citoyennes que de leurs aspirations sur les causes de cette insuffisante adéquation des politiques publiques qui tiennent, pour une grande part, aux évolutions du rapport au travail et à l'économique et de la place des hommes et des femmes qui en découle.

ADSP - Tél. : 01 42 86 08 80 - adsp@ext.jussieu.fr

« Ça carbure au Nord, ça chauffe au Sud ! »

"Agir ici pour un monde solidaire" lance une campagne de protestation contre la politique énergétique et minière de la Banque Mondiale, avec le soutien de nombreuses associations, dans la perspective du sommet des Nations Unies sur le développement durable qui se tiendra fin août début septembre à Johannesburg.

La Banque Mondiale participe activement au développement des industries extractives (pétrole, gaz, mines) dans les pays du Sud, oubliant sa vocation de lutte contre la pauvreté et de financement du développement durable : par nature, ces ressources n'ont rien de "durable", et leur exploitation a des conséquences dramatiques sur les droits humains fondamentaux et sur l'environnement. La campagne vise donc à faire adopter une politique responsable.

Vous pouvez participer à la campagne jusqu'au 31 août en envoyant des cartes adressées au Premier ministre, au Président de la Banque Mondiale et à l'administrateur pour la France à la Banque Mondiale. Vous pouvez vous procurer ces cartes et le dépliant de la campagne, auprès de :

"Agir ici pour un monde solidaire"
Tél. : 01 56 98 24 40 - www.agirici.org

De l'Inter-Réseaux de l'Économie Solidaire à un Mouvement pour l'économie solidaire

Les 22, 23 et 24 mars derniers, l'Inter-Réseaux de l'Économie Solidaire (IRÉS) a invité les acteurs de l'économie solidaire à un congrès de refondation pour jeter ensemble les bases d'un nouveau mouvement d'acteurs de l'économie solidaire. Trente structures, soit 65 personnes, aussi bien des réseaux nationaux que des regroupements régionaux ou des organismes d'appui ont répondu à l'appel. Organisées en séances plénières et en ateliers, ces deux journées et demi de travail ont été l'occasion d'échanger sur les valeurs de l'économie solidaire, d'expliciter les enjeux du secteur et de bâtir ensemble une stratégie. L'expérience acquise en presque cinq ans de travail en collectif au sein de l'IRÉS a permis d'avancer rapidement sur un certain nombre de sujets, mais a aussi permis de pointer certaines dérives à éviter pour l'avenir telles le manque de structuration, le déficit d'implication des relais locaux des têtes de réseaux nationales, le positionnement vis-à-vis des pouvoirs publics… La discussion autour des enjeux a fait ressortir la nécessité de mieux communiquer, d'assumer une fonction d'interpellation de la société et des pouvoirs publics pour faire reconnaître le potentiel de transformation de l'économie solidaire. Pour répondre à ces nouveaux enjeux, il a été décidé de créer une association de préfiguration nommée "Mouvement pour l'Économie Solidaire", qui a pour objet de conduire un processus collectif et ouvert de construction d'un mouvement d'économie solidaire. Cette association sera dissoute en avril 2004 au profit de la constitution définitive d'une organisation démocratiquement élaborée avec la participation de tous ses membres. Cette première coordination nationale est ouverte aux réseaux nationaux et de solidarité internationale aux regroupements territoriaux et nationaux, aux centres de recherches, aux organismes d'appui et aux structures locales. Les pouvoirs décisionnaires sont dans un premier temps confiés à 50 % aux associations nationales, et internationales à 30 % aux regroupements régionaux , à 20 % aux agences d'appui et d'accompagnement et aux centres de recherches.

Nous vous invitons à nous rejoindre dès aujourd'hui !

mouvement pour l'économie solidaire

MEMBRES du CONSEIL D'ADMINITRATION :

ADEL (Agence pour le Développement de l'Économie Locale), **ADSP** (Agence pour le Développement des Services de Proximité), **APES Nord-Pas-de-Calais** (Assemblée Permanente de l'Economie Solidaire), **ARDES Basse-Normandie** (Association Régionale pour le Développement de l'Economie Solidaire), **ARDES en Picardie** (Association Régionale pour le Développement de l'Economie Solidaire), **CCSC** (Comité Chrétien de Solidarité avec les Chômeurs), **CIVILITÉS** (Citoyens et Initiatives pour la Vie Locale, l'Insertion sur le Territoire et l'Économie Solidaire), **CLCBE** (Comité de Liaison des Comités de Bassin d'Emploi), **CNLRQ** (Comité National de Liaison des Régies de Quartier), **CRIDA** (Centre de Recherche et d'Information sur la Démocratie et l'Autonomie), **Fédération des CIGALES** (Clubs d'Investisseurs pour une Gestion Alternative et Locale de l'Epargne Solidaire), **MDS** (Mouvement pour un Développement Solidaire), **OPALE / Culture & Proximité, Peuple et Culture, Peuples solidaires, Ré-actives, RCS / La Presqu'île** (Réseau de Citoyenneté Sociale).

MEMBRES du BUREAU :

APES Nord-Pas-de-Calais (Assemblée Permanente de l'Economie Solidaire), **ARDES Basse-Normandie** (Association Régionale pour le Développement de l'Economie Solidaire), **CCSC** (Comité Chrétien de Solidarité avec les Chômeurs), **CNLRQ** (Comité National de Liaison des Régies de Quartier), **Fédération des CIGALES** (Clubs d'Investisseurs pour une Gestion Alternative et Locale de l'Epargne Solidaire), **Peuples Solidaires, Ré-actives.**

Extrait de l'appel issu du congrès de refondation

« Partout en France, dans votre village, votre quartier ou votre cité, vous êtes des centaines de milliers à créer des activités de l'économie solidaire, participer à leur fonctionnement ou bénéficier de leurs propositions.
Ces initiatives ne visent pas l'accumulation de pouvoirs et de profits, car leur premier objectif est de construire les conditions d'un mieux-vivre ensemble. Elles se soucient de protéger ces ressources primaires de la vie que sont l'air, l'eau, les nourritures, l'hospitalité et la fraternité entre les hommes. Elles se refusent de n'apporter leurs services qu'à ceux qui disposent des moyens de payer, en abandonnant les laissés-pour-compte du progrès. Les porteurs de ces initiatives ne considèrent pas leurs salariés comme des machines à produire, mais comme des êtres responsables doués d'imagination. Ils ouvrent la possibilité à leurs clients, à leurs usagers, de critiquer, proposer, transformer les produits et services qui sont fabriqués pour eux, et d'intervenir sur leur conception.

Nous vous proposons donc de structurer à tous les échelons territoriaux des regroupements des acteurs de l'économie solidaire qui deviendront des forces de représentation, d'interpellation et de concertation.

Commerce équitable, régies de quartiers, épargne solidaire, crèches parentales, aides à domicile, échanges réciproques de savoirs ou de services, lieux de rencontres artistiques et culturelles, initiatives interculturelles de femmes, protection de l'environnement, coopératives de consommateurs ou de producteurs… les chantiers sont nombreux pour créer sur les territoires de vie des espaces d'échanges capables de lutter concrètement contre la pauvreté et l'exclusion sur la base de démarches collectives et participatives.
Si l'économie solidaire place l'homme au centre de l'économie, c'est bien dans ce sens. Dans le sens d'une recherche permanente du bien commun, où chacun a son mot à dire et surtout peut contribuer activement à la poursuite de ce but et à sa réalisation, là où il se trouve. Être un acteur, avoir la possibilité d'agir pour transformer les relations entre les hommes dans un environnement proche, c'est pour chacun retrouver sa dignité, mais c'est aussi changer le monde.
Aujourd'hui, tout nous renvoie vers la passivité. Consommez, patientez ! Nos gouvernants sauront-ils réellement freiner ce phénomène mondial de concentration des richesses matérielles et d'expansion de la pauvreté, que plus personne ne semblerait pouvoir maîtriser ? Par de nouveaux systèmes de taxation et de redistribution ? Par la démultiplication des dispositifs d'assistance qui prétendraient panser au mieux, et provisoirement, des plaies béantes ?
Nous avons la conviction que toutes vos initiatives sont éminemment symboliques d'une autre dynamique, située à l'opposé de l'attentisme et du renoncement. Elles portent selon nous une valeur d'exemplarité, et représentent la manifestation d'une lame de fond, d'un mouvement de transformation en germe dans chaque cellule du corps social, qui peut avoir, qui a déjà pour partie, et qui aura bientôt aux yeux de tous, une influence significative sur le développement humain.

Nous vous proposons donc de structurer à tous les échelons territoriaux des regroupements des acteurs de l'économie solidaire qui deviendront des forces de représentation, d'interpellation et de concertation. Ce processus a déjà commencé, et les réseaux régionaux qui existent déjà pourront faire bénéficier de leur expérience des réseaux naissants.
La vocation des regroupements territoriaux de l'économie solidaire est et sera de soutenir la consolidation et l'émergence des initiatives locales qu'elles représentent, d'organiser des échanges entre leurs acteurs, d'appuyer leurs négociations avec les pouvoirs politiques et financiers locaux. Ces regroupements chercheront à se construire selon des processus démocratiques préoccupés de réunir les consensus les plus larges possibles sur les décisions et les mandats de leurs délégués, à stimuler en leur sein les initiatives et les dynamiques de projets portés par leurs membres et permettre ainsi l'expression d'une parole neuve, à prévenir enfin les structurations trop pyramidales qui assoupissent l'inventivité, le désir et le plaisir de participer. »

Les membres du bureau du "Mouvement pour l'économie solidaire"

Repas campagnard
en Basse-Normandie

Économie solidaire et

Le développement durable vient de gagner ses galons politiques en France avec la création d'un Secrétariat d'État. Si l'expression développement durable est assez bien connue des écologistes et a été également acceptée par les économistes, elle tarde quelque peu à trouver sa place dans la pratique sociale. Pourtant, les intentions initiales visent à réconcilier le développement économique, le ménagement des ressources naturelles et la nécessaire solidarité des êtres humains. Autant de valeurs partagées avec l'économie solidaire.

Concilier écologie, économie et société

« *Qui veut voyager loin ménage sa monture* », dit la sagesse populaire. En toute chose, « *il faut considérer la fin* », ajoute La Fontaine. Le développement durable s'accorde au fabuliste pour définir ses buts. Le premier principe : "répondre aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs", justifie le qualificatif "durable" accolé au développement qui renvoie aux buts économiques. Il faut remettre l'économie à sa place, au service de l'homme et de la société. Opposer le souci de l'environnement aux contraintes économiques manifeste également une myopie tenace sur les enjeux sociaux. Rentabilité et productivité ne peuvent se justifier que si la répartition est équitable. Il existe aujourd'hui cent et une définitions du développement durable. Toutes conjuguent trois champs :

1/ La préservation de l'environnement : la défense des milieux naturels exprime le souci de préserver le bien-être des habitants de la planète, les richesses et les ressources nécessaires à la vie, à la santé et la qualité de l'existence des hommes. La biodiversité assure la survie des espèces et de l'espèce humaine, un patrimoine commun comme l'eau et l'air. Nous ne faisons que transmettre la vie.

2/ L'économie sans gaspillages : ne pas sacrifier la satisfaction des besoins futurs aux productions immédiates, éviter les gaspillages ou les atteintes irréversibles aux milieux naturels. Adopter le principe de précaution : lorsqu'il y a doute sur la nocivité ou l'irréversibilité des conséquences d'une innovation scientifique ou technique. Il faut prendre des mesures de prévention, sans remettre à plus tard l'adoption de mesures effectives de protection de l'environnement.

3/ Le développement social : Paradoxalement, les principes formulés restent les plus méconnus de la Déclaration de Rio. Une action durable doit respecter les solidarités entre générations, mais aussi de voisinage et transversales. Toutes les actions sont conçues à proximité des habitants pour leur bien-être, sans porter atteinte aux équilibres écologiques locaux, régionaux et planétaires. Il faut penser globalement et agir localement pour des effets qui se maintiendront à long terme.

Économie solidaire et développement durable

Ces deux utopies, créatrices de mouvement social, ont en commun bien des analyses et préconisations.

- Elles remettent en cause la pensée économique dominante, en la relativisant au nom d'un système économique plus diversifié, qu'il s'appelle économie

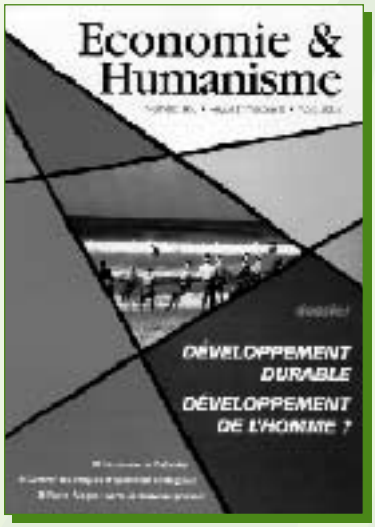
AGENDA

- **Du 17 au 23 juin à Paris :** "Semaine nationale de mobilisation pour l'annulation de la dette". Grande manifestation le 19 juin 2002. Informations sur le site www.dette2000.org
- **Du 3 au 7 juillet à Rennes :** "Rencontre des acteurs de la Solidarité Internationale et de l'Environnement… pour le développement durable"(voir page 4).
- **Du 27 au 30 août à Poitiers :** Séminaire d'été sur le thème "Intégrer le développement durable dans les démarches pédagogiques à travers la thématique des inégalités sociales". Inscriptions auprès de Orcades - Tél. : 05 49 41 49 11 ou orcades@orcades.org
- **Du 26 août au 4 septembre à Johannesburg (Afrique du Sud) :** 2ème Sommet mondial du développement durable.
- **12 septembre à Paris :** Conseil d'administration du Mouvement pour une économie solidaire. Réunion au 4/6, place de Valois.
- **27 et 28 septembre à Evry (91) :** 2e rencontres "Croisement des pratiques communautaires en santé". Placées sous le signe de l'évaluation : comment évaluer les actions communautaires, leurs effets en matière de participation, de décloisonnement… Les actions présentées et débattues seront aussi bien des initiatives locales, associatives, de quartier. Temps de formation, de connaissance. Ces rencontres se veulent un temps fort de promotion de la santé communautaire. Inscriptions au : 01 48 06 67 32.

développement durable

multidimensionnelle (BARTOLI), économie éthique et morale (AMARTYA SEN) ou économie plurielle (LAVILLE). En réhabilitant les aspects non-monétaires de l'économie et en stimulant les coopérations du local au global, économie solidaire et développement durable sont frères jumeaux ou sœurs siamoises.

• La plupart des économistes, pères ou mères de ces domaines, mettent en avant le rôle particulier de l'économie de proximité et la nécessité de calculer autrement (problèmes des externalités sociales et écologiques négatives, des investissements immatériels, des indicateurs de richesse sociale ou de développement humain). Des initiatives comme celles de cet hôtelier égyptien qui consacre un dollar par nuitée au développement local se trouvent à la croisée de l'économie solidaire et du développement durable. Il en va de même des initiatives de régies de quartier ou d'entreprises d'insertion. Mais les pratiques sociales qui sous-tendent la diffusion de l'une et de l'autre diffèrent. Le militantisme est du côté de l'économie solidaire, alors que le développement durable a quelque difficulté à fédérer les acteurs des trois champs où il intervient. Une "technocratie durable" dans les collectivités locales ou les entreprises a réajusté ses habits dans l'idéologie managériale, en cherchant à obtenir un consensus sur des mesures de planification urbaine pseudo consensuelle. Mais les partenariats sur le terrain ou dans des collectifs plus larges, nuancent cette critique. Car ils partagent une culture commune des interdépendances, de la subsidiarité et de l'échange autrement.



POUR ALLER PLUS LOIN :

Économie et Humanisme n° 360
"Développement durable et développement de l'Homme".
04 72 71 66 66 - ehlyon@economie-humanisme.org

Peuples en Marche n° 176
"Cap sur le développement durable".
04 78 29 67 99 - e-mail : pem@globenet.org

L'éthique, un détournement ?

Il est vrai aussi que ces notions peuvent être des mots valises "dans l'air du temps*". Éthique et souci moral semblent aujourd'hui venir au jour pour les entreprises, les fonds d'investissement…, le commerce équitable a conquis "des parts de marché" et le gouvernement Jospin avait créé un Secrétariat d'État à l'Économie solidaire. Autant de signes qui manifestent une certaine attention à des façons de faire alternatives du libéralisme débridé. Mais, l'une et l'autre notion souffrent en pratique de leur situation "carrefour" et du flou qui en résulte. Les diverses rhétoriques – ces machines à discourir qui déguisent l'indigence de la pensée – perturbent la compréhension de ces notions insérées comme mots valises. Pour le public, l'économie solidaire balance entre ersatz de capitalisme et substitut de la philanthropie et le développement durable hésite entre défense de la nature et utopie sécuritaire. Simplificateurs, les mots oublient leur charge de réalité. Il revient aux acteurs de les rétablir dans les faits.

Jean-Pierre Nicol - 4D (Débats et Dossiers pour le Développement Durable)
Tél. : 01 44 64 74 94 - association4d@globenet.org

* Ainsi peut-on lire dans *Le Monde* (6/04/02) : « Les entreprises ne peuvent plus échapper au développement durable… avec la publication du décret d'application de la loi sur les Nouvelles Régulations Economiques (NRE) qui impose aux sociétés françaises cotées d'indiquer dans leur rapport annuel, "la manière dont elles prennent en compte les conséquences environnementales et sociétales de leur activité", et ce à compter de 2003… D'autant qu'en sus de ces obligations légales, elles ont à faire face à un questionnement croissant des agences de "rating", d'ONG, de fonds d'investissement sur leur démarche dite de responsabilité sociale. »

L'accès à la terre en France

Le problème de la transmission des exploitations agricoles

Depuis 1988, le nombre d'agriculteurs a baissé de 30 % alors que les surfaces cultivées n'ont quasiment pas diminué. Les surfaces des exploitations augmentent. Arrivés à la retraite, de nombreux agriculteurs cèdent leurs terres à des producteurs déjà installés et non à des jeunes souhaitant démarrer.

La Loi d'Orientation Agricole de 1999 introduit un nouveau dispositif : le Contrat Territorial d'Exploitation. Ce contrat entre l'État et un agriculteur vise à financer les fonctions non rentables de l'agriculture (gestion de l'environnement et conditions de travail entre-autres). Un contrat spécial pour les agriculteurs proches de la retraite a été élaboré pour les inciter à transmettre leur exploitation à un jeune qui s'installe.

Une recherche-action

Le mouvement Chrétiens dans le Monde Rural regroupe 15 000 ruraux dans toutes les régions de France. 1 500 groupes de base permettent à ses membres de se soutenir les uns les autres dans leurs actions au service d'un développement plus solidaire des espaces ruraux. Engagés dans la société civile de multiples façons (vie politique locale, vie syndicale, associations d'animation locale, organisations agricoles…), les membres du CMR trouvent dans leur participation au mouvement un espace de formation et de soutien à leurs actions. Aujourd'hui, 25 % des membres du CMR sont agriculteurs.

Face aux tendances lourdes à l'augmentation des surfaces utilisées par actif, et face aux nouvelles perspectives ouvertes par de nouveaux dispositifs publics comme le Contrat Territorial d'Exploitation "transmission", le CMR lance une action nationale. Il a souhaité offrir aux agriculteurs approchant de la retraite un espace de réflexion pour mûrir des choix conformes à leurs convictions. Il s'agit ainsi d'apporter une contribution visant à améliorer les dispositifs institutionnels de soutien à la transmission et à promouvoir quelques initiatives locales (cf exemple de "La petite oseille").

Pour ce faire nous utilisons la méthodologie de la recherche-action. Les acteurs de terrain sont amenés à forger leur propre analyse de la situation, issue de leur expérience. Cette analyse enrichit leur action au service

Le cas de "La petite oseille"

Dans la plupart des cas, le coût du foncier est le principal frein à l'installation des jeunes. C'était le constat fait en 1997, dans le Morbihan, par un groupe de jeunes issus du MRJC en recherche d'une petite ferme pour produire en bio du lait et du blé transformés sur place et proposés en vente directe. Après un an de recherche infructueuse, le groupe avait enfin trouvé une ferme de 33 ha qui convenait. Hélas, ils ne disposaient que de trois semaines pour trouver 625 000 F. Disposant de peu d'auto-financement et face à des banques peu réceptives, leur rêve semblait bien compromis. C'est alors que l'idée de constituer un GFA (Groupement Foncier Agricole) jaillit. Un courrier est immédiatement envoyé à deux cents personnes : familles, amis, réseau CMR et en quelques jours 169 réponses positives leur parviennent. La ferme est achetée. Les prêteurs se réunissent dans une association, "La petite Oseille". Aujourd'hui le jeune couple vit de son travail. Le lait est partiellement transformé sur place, le blé est employé pour produire du pain vendu chaque semaine en vente directe et par un réseau de relations.

Deux enseignements se dégagent de cette initiative : tout d'abord, la solidarité inter génération a permis de gagner ce pari (chacun selon son âge et ses possibilités financières a pu participer). Ensuite, ces jeunes ont démontré qu'on peut envisager l'agriculture autrement qu'en terme d'agrandissement permanent et de production intensive à coups d'engrais et de traitements chimiques.

Dans les années 80, de nombreux agriculteurs se sont mobilisés pour créer des GFA qui permettent à chacun d'investir ses économies dans l'achat de terre. Ces outils permettent ainsi une gestion plus solidaire du foncier et une installation plus facile.

Contact : "La petite oseille" - Samuel Poilane
1, ruelle de Rouets - 56120 Josselin
Tél. : 02 97 22 37 42 - samuel.poilane@wanadoo.fr

Photos : Assemblé Générale d'un CFA

de la transmission et leur permet de formuler des propositions locales et nationales pour une gestion plus solidaire de la terre.

Ainsi, trois groupes de recherche-action ont démarré, sous forme d'ateliers coopératifs et regroupent les acteurs sur trois territoires différents. Après avoir affiné leur problématique, les membres des groupes confronteront leur expérience et leur analyse. Un forum national sera organisé en décembre 2002. Il sera ouvert largement aux membres du CMR et à ses partenaires (syndicats, institutions, politiques…) et permettra aux groupes de recherche-action de diffuser leurs conclusions et d'en débattre avec d'autres.

Par cette recherche-action, le CMR souhaite à la fois soutenir des expérimentations locales et susciter des changements politiques. Les mouvements paysans réunis autour de la Via Campesina et de la FIAN (Réseau Information Action Droit à se Nourrir) lors d'un séminaire européen en avril 2002 nous ont rappelé que l'accès à la terre était une revendication mondialement partagée. On ne peut faire confiance au seul marché pour conduire les réformes agraires, comme le souhaite la Banque Mondiale. Il nous faut redécouvrir ici comme ailleurs comment le politique peut encadrer l'économique.

Benoît Faucheux
Chrétiens dans le Monde Rural
9, rue du Général Leclerc - 91230 Montgeron
Tél. : 01 69 73 25 25 - email : cmr@cmr.asso.fr

"RECONSIDÉRONS LA RICHESSE"

Réactions des politiques au rapport de Patrick Viveret

Lionel Jospin (2 mars 2002) :

« (…) Reconsidérer la richesse me semble en effet au cœur de la question du développement durable. (…) **Promouvoir un développement durable, c'est considérer que la qualité de la croissance compte autant que son rythme.** C'est affirmer que la justice sociale aujourd'hui, la préservation des ressources naturelles pour demain sont, avec l'efficacité économique, des éléments essentiels du développement. Le développement durable est ainsi une nouvelle manière de gérer et d'organiser les activités humaines.

Promouvoir le développement durable c'est une nouvelle façon de réformer. En fondant la croissance sur l'équité, en ayant le souci, non seulement des effets sur l'emploi de cette croissance, mais aussi celui de la réduction des inégalités, de la préservation de l'environnement et de la cohésion sociale. (…) Il s'agit d'arbitrer entre des objectifs de court terme tout en ménageant le long terme. Cet arbitrage ne peut intervenir sans dialogue entre les acteurs économiques et sociaux. Car ni la logique du marché, ni la rationalité scientifique, ni l'autorité du politique ne peuvent trancher seuls des choix par essence collectifs. C'est pourquoi le développement durable ne se décrète pas, il se négocie. Il est affaire de démocratie. Il est aussi affaire de volonté car il n'est pas de développement durable sans volontarisme. (…) La condition essentielle de progrès véritables dans les domaines du développement durable est la responsabilisation de tous les acteurs. (…) ».

Jacques Chirac (27 février 2002) :

« (…) L'un des principaux défis auxquels sont confrontées les sociétés modernes est l'invention d'un mode de développement durable. (…)

Fruits d'un développement où la production de biens tient une part essentielle, nos instruments actuels d'analyse économique sont encore impuissants à mesurer le coût pour la collectivité des dégradations infligées à l'environnement, de même qu'ils demeurent encore insuffisants dans l'évaluation du coût social des évolutions économiques. À l'inverse, **ces instruments sous-estiment gravement la richesse que constitue pour une société la cohésion entre ses membres et l'atout que représente pour son développement la préservation d'un environnement de qualité.**

À quelques mois du Sommet de Johannesburg, qui doit relancer la dynamique du développement durable à l'échelle planétaire, je souhaite que la France puisse présenter, pour elle-même, pour l'Europe et pour le monde, une nouvelle approche de ces "indicateurs du développement durable" (…).

En combinant les approches économique, sociale et environnementale, vous rappelez qu'il ne saurait y avoir de conception unilatérale du développement durable, démarche nécessairement intégratrice qui doit embrasser nos réalités dans toute leur complexité. (…) ».

Ensemble pour plus de sens

Soucieux de distribuer un lait biologique de référence, tout en répondant à une consommation croissante, Biocoop* s'est engagé dans une démarche spécifique de construction de filière équitable associant producteurs, transformateurs et consommateurs.
Pour identifier les produits issus de cette démarche, Biocoop créait en octobre 2000, en partenariat avec Biolait, le repère "Ensemble pour plus de sens". Il valorise des produits fabriqués à partir de lait exclusivement collecté par Biolait et transformé par des entreprises agréées et indépendantes dans le respect scrupuleux des exigences de Biocoop : transparence, qualité, solidarité.

Biolait, des éleveurs indépendants pour un développement durable de la bio

« *La bio partout et pour tous ; la collecte partout, le même prix pour tous !* » Credo unanime pour les éleveurs de Biolait, premier collecteur de lait bio en France. Leur démarche, basée sur un système de mutualisation solidaire est unique « *Quand économiquement et écologiquement, il n'était pas possible d'aller chercher la traite d'un collègue isolé, ce dernier continuait à verser son lait bio à sa coopérative habituelle. Mais Biolait, c'est-à-dire l'ensemble des adhérents, lui reversait le différentiel de prix du litre de lait bio. Objectif ? Continuer à produire bio, encourager les voisins à faire de même pour concrétiser un jour, une collecte et une redistribution équilibrée* », témoigne Basile Gaubert, président de Biolait.
Pour Biocoop, ce partenariat avec Biolait répond à une double exigence de qualité.
En développant cette collecte sur l'ensemble du territoire et en valorisant ce lait, Biolait limite les importations et contribue au développement de la production nationale. Par cette collecte exclusive de lait bio, le GIE offre surtout une traçabilité totale.

L'enjeu pour un développement durable de la filière est de maintenir la maîtrise de leur développement par les producteurs, plutôt que par les laiteries. Ces industriels n'ont pas vocation à collecter les producteurs bio sur l'ensemble du territoire. Leur logique économique est de ramasser les volumes dont ils ont besoin dans une aire géographique la plus limitée possible. Au contraire Biolait garantit que tous les producteurs français soient collectés et assurés de prix correspondant à leurs coûts réels de production, quelles que soient leur implantation géographique et leur taille. C'est la condition du développement d'exploitations bio sur tout le territoire.
Les éleveurs de Biolait représentent aujourd'hui un quart de l'offre de lait bio en France, soit environ 1 000 actifs sur 350 fermes et 75 emplois directs.
« *Alors qu'en système conventionnel, toute solidarité entre éleveurs est pratiquement bannie au profit de primes de quantité, remises, restructurations… Biolait se veut lui, un nouvel outil au service d'agriculteurs qui reprennent leur avenir en main, redevenus maîtres de leur gestion, pour un développement bio cohérent.* »

Des entreprises partenaires élaborent pour Biocoop une gamme bien identifiée par les consommateurs

Partageant cette démarche conjointe de respect des producteurs et de valorisation de leur travail, des entreprises transforment pour Biocoop le lait collecté par Biolait. Choisies pour leur volonté et leur savoir-faire, ces petites et moyennes entreprises trouvent aussi grâce à Biolait l'opportunité de s'approvisionner sur des volumes de production adaptés à leur outil de transformation. Pour ces ateliers, qui ne peuvent économiquement investir dans une collecte, c'est une bonne solution. Ils peuvent ainsi maintenir une activité économique, dans des zones rurales parfois reculées. Cela participe au développement local d'une région.
Trois partenaires, Lactabio (qui regroupe une laiterie d'Auvergne, des producteurs d'Ardèche et une laiterie en Bretagne), la Société d'application laitière en Pays de Loire et la laiterie Legall en Bretagne sont aujourd'hui engagés dans la démarche et élaborent la gamme laitière sous logo "Ensemble pour plus de sens".

"Ensemble pour plus de sens", garantit aux producteurs, une durabilité de partenariats, des volumes, des contrats et une pérennité de développement. C'est aussi pour les consommateurs la garantie du

lien avec la production, une transparence complète sur l'origine du lait avec le maintien d'un niveau d'exigence qualité élevé.
Pour Biocoop, renforcer les organisations collectives de producteurs, c'est aussi leur donner un poids réel en termes de défense de la qualité d'un cahier des charges et dans une optique de développement durable de l'agriculture biologique.

Aujourd'hui ces enjeux se posent de manière encore plus aiguës. Alors que certains industriels cherchent à déstabiliser l'entreprise Biolait, c'est l'avenir de la filière lait biologique française et la place des producteurs dans la filière qui est en jeu. Il est primordial de continuer à encourager Biolait. Les consommateurs peuvent faire ce choix dans les biocoops en, sélectionnant les gammes sous logo "Ensemble pour plus de sens"
Pour garantir de la même manière ses approvisionnements en céréales, en viande et en légumes, Biocoop développe de nouveaux partenariats "Ensemble pour plus de sens". Dans le cadre d'une convention de partenariat avec la Fédération Nationale d'Agriculture Biologique (FNAB), trois coopératives de céréaliers bio (Biobourgogne Cocebi, Biocer et Corab) et deux groupements d'éleveurs pour la viande (Biobourgogne Viande et Bretagne Viande bio) entrent dans la démarche.
Composer des gammes offrant au consommateur un lien avec la production, valoriser des filières maîtrisées par les agriculteurs et garantir des échanges directs pour une meilleure traçabilité, c'est la démarche "Ensemble pour plus de sens" de Biocoop pour une bio diversifiée, cohérente, exigeante, solidaire et durable.

Valérie Veith

Contacts : Biolait - La voix biolactée
4, rue de la Résistance - 44390 Saffré
Tél. : 02 51 81 52 38 - www.biolait.net

"Consom'action" (trimestriel), distribué gratuitement dans les biocoops (liste sur www.biocoop.fr) ou sur abonnement : Biocoop - 22, Cours Gambetta 65000 Tarbes - Tél. : 05 62 34 10 37

* Biocoop : premier réseau coopératif de magasins de produits biologiques, solidaire des producteurs pour un développement durable de la filière bio.

BRÈVES

Vers un juste prix des fruits et légumes

Définir les critères pour un commerce plus juste, solidaire et durable au sein des filières organisées, tels sont les objectifs d'une étude réalisée en partenariat avec Biocoop et la Fnab, financée par l'ancien Secrétariat d'État à l'économie solidaire et l'Oniflhor.
L'enjeu est de structurer la filière "fruits et légumes" par des partenariats équitables.
Pour établir un prix juste, il faut expliciter les influences des pratiques sur les coûts de production (main-d'œuvre, approvisionnement, mécanisation, charges de structure), mais aussi identifier et évaluer des paramètres sociaux et environnementaux. "Le temps social", c'est-à-dire le temps consacré à l'accueil des stagiaires, au parrainage, à l'adhésion à un Gab (Groupement d'agriculteurs biologiques) etc. est pris en compte dans ce calcul. L'approche du juste prix est réalisée à l'échelle de la ferme, puis sa construction est abordée dans le cadre du partenariat avec Biocoop et enfin une extrapolation est prévue aux autres filières.

Une entreprise au cœur du développement durable et du commerce équitable

Le site commercequitable.com est une société de commerce équitable commercialisant 250 produits fabriqués par une cinquantaine de coopératives en provenance de 35 pays du sud. Son capital est détenu par ses promoteurs, trois clubs d'investisseurs CIGALES, la société d'investissement solidaire GARRIGUE et la NEF.
Commercequitable.com se mobilise pour reboiser la forêt amazonienne. En moins de 20 ans, 30 % de cette forêt ont été saccagés et les 70 % restant sont un peu plus menacés chaque jour.
Une campagne de plantation et de parrainage est donc lancée à l'initiative de commercequitable.com, en partenariat avec ANDA et Reflorestamento, première entreprise de reboisement de terre dégradée.
Pour 10 Euros*, vous pouvez acheter un arbre (précisez l'espèce) qui sera planté par ANDA. La société commercequitable vous enverra un certificat de propriété avec le nom scientifique et la famille botanique de l'arbre ainsi que la position GPS du terrain en cours de reboisement.

www.commercequitable.com

* Chèque adressé à commercequitable.com - 15, rue Lafayette 94210 La-Varenne-Saint-Hilaire

LA KORA Solidarité Emploi rencontre le Réseau rural de Peuple et Culture

La Kora Solidarité Emploi, association membre de la Fédération Peuples Solidaires, a un pied au Nord, dans la région lyonnaise, et un pied au Sud, en Afrique de l'Ouest. De part et d'autre, l'association accompagne des acteurs, porteurs de projets : jeunes, artisans, demandeurs d'emplois… associations (tout particulièrement celles de femmes) qui créent des activités à caractère économique. La Kora Solidarité Emploi suscite des échanges d'expériences et recherche ce qui permet à des acteurs de "faire réseau". Une démarche que pratique avec succès Peuple et Culture depuis de nombreuses années, en milieu rural.

La première commission rurale est presque aussi ancienne que Peuple et Culture : créée en 1945, elle rassemblait des animateurs et des instituteurs ruraux venant de Haute-Savoie, de l'Isère, des Hautes-Alpes et de la Drôme. Son activité était centrée principalement sur l'organisation de stages de formation destinés aux ruraux et d'actions culturelles en milieu rural. C'est en 1963 que Peuple et Culture est agréé au titre de la Promotion Collective Agricole.

En 1982, ont lieu, à l'initiative de Peuple et Culture Isère, les rencontres nationales de Corté au cours desquelles les participants rédigent et signent un Manifeste pour une agriculture différente. Des rencontres sont alors organisées régulièrement jusqu'en 1985, date à laquelle l'association RELIER (Réseau d'Expérimentation et de Liaison des Initiatives en Espace Rural) est créée. Conçue comme un espace de rencontre, de formation, de conseil et d'accompagnement des initiatives, RELIER a, entre autres, fortement contribué à l'étude de la promotion de la vente collective de produits fermiers (l'association AVEC réunit à ce jour une vingtaine de points de vente en Rhône-Alpes).

Les recherches-actions sur les modèles alternatifs menées au sein de Peuple et Culture aboutissent à la conceptualisation d'un nouveau métier, "exploitant rural", qui intègre, en articulation avec la production agricole, des activités liées à la commercialisation directe, au tourisme, à l'entretien de l'environnement, au développement de l'offre culturelle. La formation se déroule aujourd'hui en Ardèche où est implantée l'association ASFODEL. La formation, au-delà du diplôme, s'attache à favoriser l'installation des stagiaires, notamment par un système de tutorat.

L'accueil à la ferme, expérimenté en 1983 par un paysan animateur, se structure par la naissance, en 1987, de l'association Accueil Paysan qui développe peu à peu un réseau, une charte de qualité, un axe de formation et un nouveau métier : "paysan accueillant".

Enfin, les réflexions menées au sein de Peuple et Culture, ainsi que les actions de terrain pour la vitalité économique et culturelle de l'espace rural, trouvent leur écho dans la revue "Alternatives rurales".

Aujourd'hui, le réseau rural de Peuple et Culture est composé d'une douzaine d'associations, dont deux réseaux nationaux – Accueil Paysan pour la pratique d'un accueil à la ferme en rupture avec la consommation touristique, et RELIER, pour la mise en réseau et la valorisation d'initiatives rurales.

Le réseau affirme la spécificité d'une action associative d'éducation populaire en milieu rural, et met en œuvre pour ce faire une recherche permanente des formes les plus appropriées. Les deux axes d'action sont :

- Le droit à l'initiative économique et le développement des métiers ruraux.
- L'action culturelle et notamment une réflexion sur l'articulation entre culture et territoire.

Le réseau rural de Peuple et Culture poursuit l'élargissement de ses relations avec les autres associations du réseau Peuple et Culture, et au-delà des seuls espaces ruraux, en France et en Europe, avec toutes celles et ceux qui sont aussi engagés pour « *une société plus juste, plus solidaire, plus autonome* ». Ainsi Peuple et Culture et la Confédération Paysanne se retrouvent dans un projet commun, PARADIS, qui a permis en 2001, d'organiser 3 colloques en région, sur le thème de l'installation et du foncier. Cette dynamique en réseau recoupe les champs ouverts que sont "le développement local", "l'agriculture durable", et "l'économie solidaire".

Contacts :
Frédéric Evin - Peuple et Culture
Tél. : 01 49 29 42 80 - union@peuple-et-culture.org

Hervé Derriennic - La Kora Solidarité Emploi
Tél. : 04 78 92 89 45 - lakora@club-internet.fr

L'Atelier Permanent sur la micro entreprise et le développement

L'Atelier Permanent est un espace de réflexion entre acteurs latino-américains et européens initié par Frères des Hommes en 1993. Il a été créé pour répondre à certains défis majeurs : l'importance croissante de l'économie populaire urbaine en Amérique Latine et la croissance de l'exclusion et du chômage en Europe.

Il s'agit d'un processus de réflexion, de formation et d'échanges sur le thème, conjointement mené avec les partenaires, à partir des expériences de chacun. Il est conçu comme un espace de réflexion-formation-échange et est caractérisé par une construction collective et graduelle qui se projette dans le temps. Ses principales activités sont des rencontres bisannuelles, des échanges d'expériences via des stages de formation et la production de documents de synthèse.

La première rencontre (Lima, 1995) a introduit le thème général : Qu'est-ce que l'économie populaire ? Quid de son avenir dans un contexte de globalisation néo-libérale ? Peut-elle représenter une alternative de développement centrée sur les secteurs populaires ? Etc. L'hypothèse principale de travail dégagée fut la suivante : en renforçant les micro entrepreneurs dans leur démarche économique, on peut espérer qu'ils se constituent en acteur économique, et qu'ils deviennent des acteurs sociaux et politiques, en particulier dans le cadre du développement local. Pour aller dans ce sens, il faut travailler sur les relations sociales entre ces unités économiques et entre elles et les acteurs sociaux locaux.

La seconde rencontre (Chili, 1997) a retenu comme thème stratégique à étudier l'associativité, conçue comme l'ensemble des relations internes et externes des unités productives de l'économie populaire. La troisième rencontre (Brésil, 1999) s'est focalisée sur la relation entre l'économie populaire urbaine et le développement local, à partir de trois éléments principaux : les enchaînements du processus productif et les relations qu'ils impliquent ; les politiques publiques et les relations entre les acteurs locaux. La quatrième rencontre (Mexico, mars 2002) était centrée sur le thème de l'économie populaire et la micro-entreprise dans le développement. Les débats ont permis de réaffirmer la nécessité de ne pas réduire le concept et les impacts de l'économie populaire à une dimension purement économique. Il s'agit bien d'un espace d'intégration sociale. Aussi les participants se sont accordés sur l'idée de développer les capacités des acteurs de l'économie populaire pour occuper un rôle clé dans la relation état-société civile, pour instaurer des politiques plus favorables à leurs porteurs et à la société. Ces acteurs doivent réussir à faire la preuve qu'ils sont porteurs de plus-values multiples. Dans cette perspective, les membres de l'atelier permanent ont décidé de participer activement au 3e Forum social mondial.

Frères des Hommes (FDH)
Rosa-Miriam Ribeiro - Tél. : 01 55 42 62 62
e-mail : continents@france.fdh.org

BRÈVE INTERNATIONALE

Le sommet de la terre 2002 / RIO + 10

Les Nations unies organisent du 26 août au 4 septembre 2002 à Johannesburg (Afrique du Sud) le Sommet mondial du développement durable afin de redonner vie à l'engagement mondial pris en faveur du développement durable, il y a dix ans, lors du Sommet de Rio. La nécessité d'un développement durable, qui préserve les ressources de la planète et les générations futures, avait été affirmée. Pourtant, les conventions signées à Rio (climat, biodiversité, désertification) et les conférences mondiales initiées depuis (développement social, population, Habitat II, etc.) n'ont que trop peu été traduites dans les faits.

L'objectif général de ce nouveau sommet est donc de relancer, au plus haut niveau politique, l'engagement mondial en faveur du développement durable, un partenariat Nord-Sud sur ces questions, et d'accélérer la mise en œuvre d'Action 21, le plan d'action adopté à Rio.

En France, dès juin 2000, un collectif "Jo'burg" s'est constitué à l'initiative de l'association 4D, et rassemble à présent plus d'une centaine d'associations, collectifs et syndicats français. L'objectif de ce Collectif en vue de "Rio + 10" : servir de catalyseur pour présenter des propositions issues de la société civile et interpeller les pouvoirs publics.

www.johannesburgsummit.org, www.rioplusdix.org et www.collectifjoburg2002.org

DEUX POINTS DE VUE : Tokia Saïfi et Jacques Archimbaud

Nous leur avons posé trois questions :

1/ Depuis Rio + 10, comment a évolué la question du développement durable en France ?
2/ Quelle sera ou devrait-être la position des autorités françaises au sommet de Johannesburg ?
3/ Quel lien faites-vous entre développement durable et économie solidaire ?

Réponses de Tokia Saïfi, secrétaire d'État au développement durable

1/ Depuis Rio, on peut affirmer que la prise de conscience des Français pour tout ce qui concerne le développement durable s'est largement approfondie. Cette prise de conscience, plus ou moins diffuse, avec des instants plus dramatiques lorsque l'actualité l'impose, conduit à la nécessité d'adapter notre système économique et social ainsi que notre mode de développement. Certes, la protection de l'environnement avait fait son entrée au gouvernement dès le début des années 70, pour corriger les impacts négatifs des activités de l'homme. Cette dimension reste nécessaire, elle est devenue peu à peu insuffisante.
Poser la question de développement durable, c'est remettre l'homme au milieu de son environnement dans le temps et la durée, et aussi dans l'espace mondial. À une vision trop restrictive a succédé une vision à long terme qui permettra de "répondre aux besoins des générations à venir".

2/ La position française s'inscrira aussi dans un contexte européen sur plusieurs points. Notre souci, comme l'a exprimé le Président de la République à plusieurs reprises, sera à la fois de maîtriser et d'humaniser la mondialisation. Cela signifie vaincre la pauvreté, modifier les modes de production et de consommation, créer une véritable solidarité entre les générations et entre les peuples.

3/ Traiter de la mondialisation et avoir pour objectif d'humaniser la mondialisation signifie très exactement promouvoir une véritable solidarité entre les générations et entre les peuples, avec une responsabilité partagée sur les richesses et les ressources de la planète : eau, énergie, sol, biodiversité.

Communication de Madame SAÏFI au conseil des ministres du 29 mai, sur la préparation de la France au sommet de Johannesburg : *dans le cadre de la maîtrise de la mondialisation, la France entend favoriser une participation plus active de la société civile, et le renforcement du dialogue entre les instances internationales, et tendre vers l'amélioration de la "gouvernance". La France proposera donc la création d'une organisation mondiale de l'environnement.*

Réponses de Jacques Archimbaud, conseiller de Dominique Voynet

1/ Le développement durable est devenu une sorte de lieu commun. En réalité la notion est concrètement portée par un nombre limité d'acteurs et de réseaux d'acteurs. Beaucoup d'associations environnementales, quels que soient leurs mérites, sont engagées dans des actions thématiques, cloisonnées, reproduisant ainsi des schémas de contre-lobbies. Dans beaucoup d'entreprises, le discours du développement durable apparaît comme une nouvelle idéologie technicienne. Dans ce contexte, les politiques publiques en matière de développement durable restent elles-mêmes fortement minoritaires.
Nos propres tentatives ont été dans trois directions :
- Valorisation des projets de territoire à travers de nouvelles intercommunalités.
- Relance d'une planification transversale à travers les schémas de services collectifs.
- Intégration des politiques environnementales dans les autres départements ministériels (maîtrise de l'énergie, mesures agri-environnementales, éco-fiscalité, soutien à la qualité écologique des constructions, reconversions, promotions des technologies vertes, ...).

Les premières déclarations de l'actuel gouvernement laissent entrevoir la perspective d'une remise en cause de ces acquis qui sont extrêmement fragiles.

2/ La première condition d'une relance d'une stratégie mondiale de développement durable, c'est la résorption de la pauvreté. Celle-ci passe par la protection des économies des plus pauvres, par la réforme des institutions internationales chargées du commerce et de la finance. Sur cette base, pourront et devront être pensées des politiques environnementales de préservation voire de reconstitution de la ressource. Une organisation mondiale de l'environnement est absolument indispensable. Enfin, à travers l'application du protocole de Kyoto et la lutte contre le changement climatique, il est possible d'intégrer la notion de développement durable dans les stratégies industrielles, dans la maîtrise des flux de transports, dans la diffusion et l'échange de technologies propres en direction du Sud.

3/ L'économie sociale et solidaire est une composante fondamentale du développement durable par au moins quatre aspects :
- L'objectif d'une démocratisation de l'économie, d'une économie plurielle
- La prise en compte des externalités sociales et environnementales négligées par le productivisme. C'est l'idée de compter "autrement".
- La recherche des échelles démocratiques et territoriales pertinentes, du local au global.

- La volonté entre l'universalité représentée par l'État ou la loi et l'individu isolé d'instituer les espaces collectifs d'initiatives, de coopération, de réciprocité.

Les deux notions, en tout cas si on veut les faire vivre dans la pratique, sont donc profondément liées.